



Programme Avenir Juste - Cordaid
Enquête de perception menée du 29 septembre au 08 octobre 2022

Perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou au Mali

////// Restitution de l'enquête de terrain Q2



SIPRI et POINT SUD
Financement Cordaid

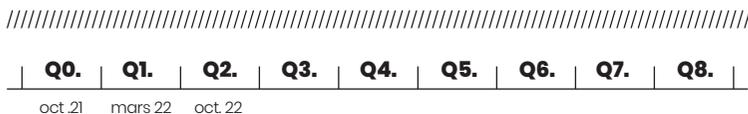
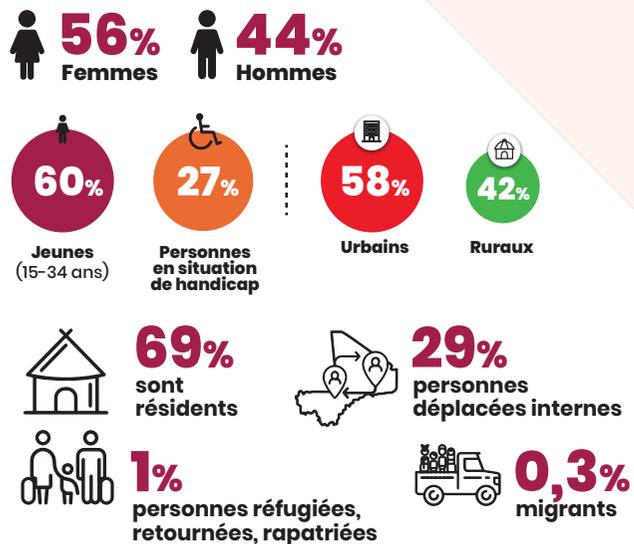
PROGRAMME
JUST FUTURE



Méthodologie

Dans le cadre du programme « Avenir Juste » financé par Cordaid, SIPRI et son partenaire POINT SUD mènent des enquêtes de perception auprès d'un échantillon représentatif de 524 personnes dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao au Mali dans 16 communes et 16 localités.

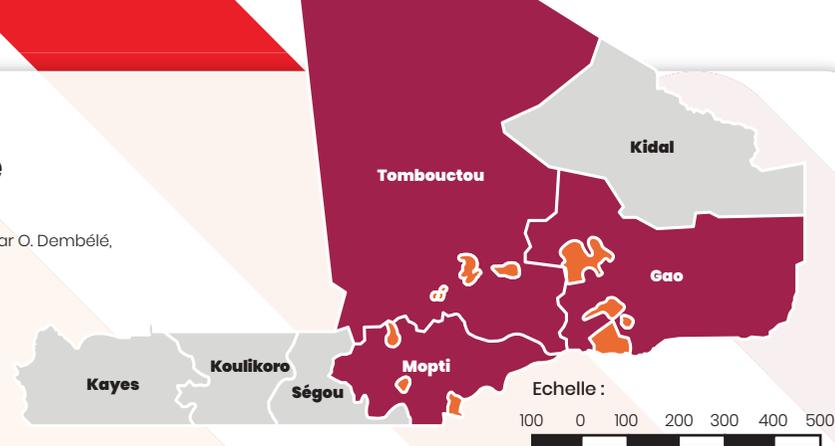
Les questionnaires sont administrés par une équipe de trois facilitatrices et sept facilitateurs. Conformément aux attentes exprimées par CORDAID envers les catégories de populations les moins audibles, une attention particulière a été portée à l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des personnes déplacées ou réfugiées. L'échantillon se répartit donc comme suit :



Zones d'enquête

/// Source : cartographie du Mali, réalisée par O. Dembélé, coordinateur au sein de POINT SUD.

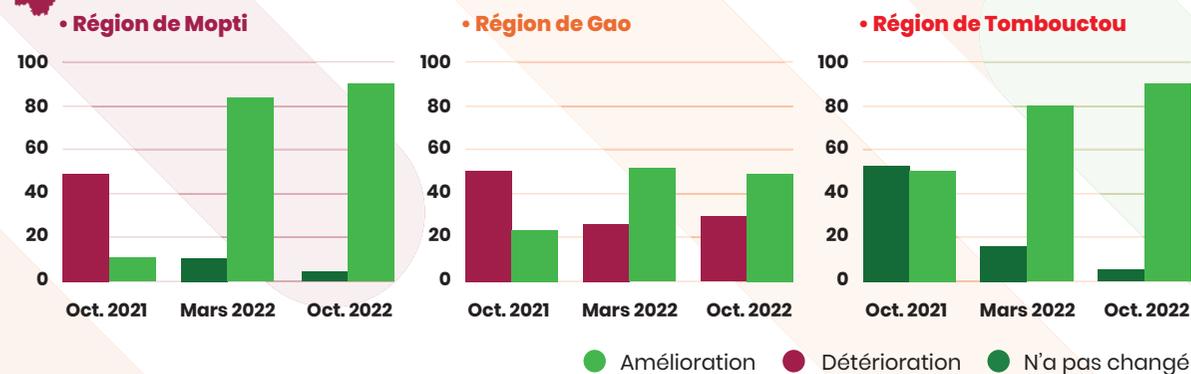
- Limite des communes de l'étude
- Limite des régions de l'étude



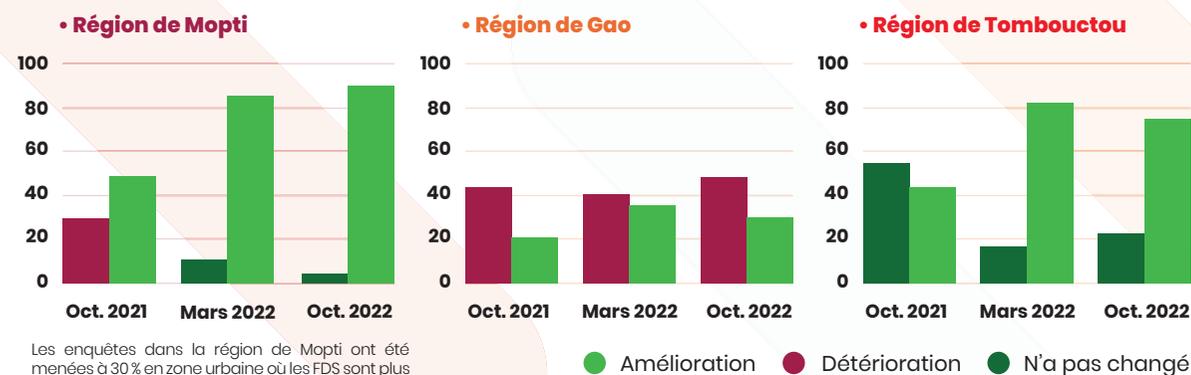
Les perceptions de l'insécurité



Perceptions de la situation sécuritaire au niveau national



Perceptions de la situation sécuritaire au niveau local



Les enquêtes dans la région de Mopti ont été menées à 30% en zone urbaine où les FDS sont plus visibles. Les perceptions en zones rurales diffèrent.



Principales sources d'insécurité

Région de Gao :



En octobre 2022, l'arrivée dans les zones urbaines d'un nombre important de personnes déplacées internes à la suite des affrontements entre les éléments du groupe signataire du MSA-D (Mouvement pour le Salut de l'Azawad - Dawsahak) et les membres de l'organisation de l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS) dans la région de Ménaka suscite l'inquiétude sur les capacités d'accueil et de prise en charge des déplacés et sur les potentielles tensions qui pourraient en découler.

Région de Mopti :



Région de Tombouctou :

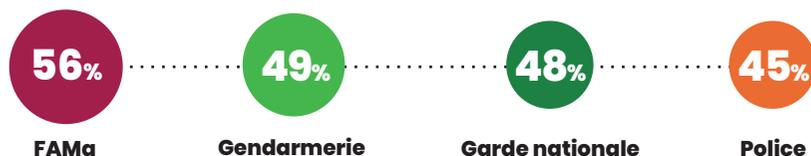


Les relations entre les populations et les forces étatiques de sécurité

Les perceptions recueillies reflètent les impressions subjectives des répondants. Elles fournissent des informations sur la façon dont les personnes comprennent et interprètent ce qu'elles voient, croient, pensent et ressentent, et surtout, comment elles donnent un sens à leur environnement.



Acteurs sécuritaires perçus comme étant les plus visibles et les plus présents au niveau local



La présence de l'armée varie selon les régions, et donc la perception de la sécurité. Si les patrouilles des forces de défense et de sécurité (FDS) sont décrites comme étant plus nombreuses au sein des villes et sur les grands axes, elles sont moins rapportées dans les quartiers excentrés et les zones périphériques. La présence des FDS peut également représenter un risque supplémentaire d'exposition des populations car elles constituent des cibles privilégiées pour les groupes djihadistes.



Confiance exprimée envers les acteurs sécuritaires



Acteurs considérés comme des sources d'insécurité



S'ils jouent un rôle important de protection des communautés en cas d'absence des forces ou agissent comme des intermédiaires entre les populations et elles, des comportements hors la loi (racket) et des violences arbitraires (intimidations, discriminations) leur sont reprochés, notamment dans les régions de Gao et Tombouctou.

Pour les répondants, la mission onusienne n'intervient pas en cas d'attaques et elle constitue une cible privilégiée pour les groupes djihadistes, ce qui expose les populations environnantes. Son mandat est mal compris et elle fait l'objet de nombreuses rumeurs.



Limites existantes dans les relations avec les forces de défense et de sécurité

Le sujet est considéré « sensible » par les répondants et fait référence aux limites suivantes :

- **Manque d'intervention** des forces en cas d'attaque (notamment en cas de vol de bétail) ;
- **Peur des représailles** par les groupes djihadistes en cas de contact avec les forces ;
- **Comportements arbitraires** dont la corruption et le chantage particulièrement reprochés aux forces de gendarmerie et de police ;
- **Méfiance réciproque** entre les forces et les populations induit par l'insécurité, le manque de confidentialité lors des procédures, la méconnaissance des réalités locales et les préjugés qui peuvent exister.



En octobre 2022, les répondants expriment leur crainte du manque de distinction par les FDS entre acteurs combattants et civils et du risque quotidien que cela représente pour les populations des trois régions.

La société civile locale et les questions de sécurité

Pour **76%** des répondants certains acteurs de la société civile locale ont un rôle à jouer sur les questions de sécurité. Les acteurs les plus cités, par ordre de fréquence, sont :



Rôles et activités exercés

- Réunions de sensibilisation et d'information sur la sécurité
- Transmission d'informations liées à la sécurité aux autorités politiques locales et nationales
- Mise en place de contacts et d'échanges directs avec les forces
- Sensibilisation contre les tensions locales et médiation



Limites rencontrées par la société civile locale sur les questions de sécurité

Pour autant, les populations sollicitent peu les acteurs de la société civile sur les questions de sécurité. Les principales raisons sont :

- Le **manque de moyens humains et financiers** ;
- Le **manque d'unité** des acteurs autour de la thématique de l'insécurité
- Le **manque de compétence et d'informations** dans un contexte sécuritaire complexe ;
- Les **souçons de corruption** et **de politisation** ;
- La **gravité de l'insécurité** et la **peur prédominante des représailles**.



Conclusions

Cette seconde enquête de 2022 confirme les **attentes importantes de protection exprimées par les enquêtés** vis-à-vis des forces de sécurité et de défense, dans un contexte où l'insécurité locale persiste, voire se dégrade dans le Nord.

Si la meilleure visibilité des patrouilles de l'armée continue d'être perçue comme un élément encourageant, la **persistance des risques quotidiens et l'augmentation du nombre de personnes déplacées internes** inquiètent dans les localités les plus concernées par les attaques et la présence djihadiste.

Le **risque de confusion et de bavures** de la part des forces sur les populations s'est exprimé de façon plus insistante lors de cette collecte. Dans les localités rurales comme urbaines, une **amélioration du comportement des forces est espérée dans leurs pratiques quotidiennes** que ce soit au regard de la corruption ou des procédures d'identification ainsi que dans la distinction entre combattants et populations civiles.



Recommandations

- **Former les acteurs locaux de la société civile sur les questions de sécurité** et les doter de moyens pour qu'ils puissent jouer un rôle dans ce domaine, en particulier pour faciliter les échanges d'information entre les forces de défense et de sécurité et les populations.
- Les populations attendent des forces qu'elles les **protègent**, qu'elles **interagissent** avec elles par le biais des autorités locales et qu'elles participent à la vie des communautés notamment aux activités sociales.
- Les bataillons doivent **être formés sur les questions de droits humains et violences basées sur le genre** pour que les armées ne se rendent pas coupables d'exactions, de discriminations et de violences.